



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO—2\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	" 140\$	"	80\$
A 2.ª série	" 120\$	"	70\$
A 3.ª série	" 120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 40 497 — Aprova, para adesão, a Convenção relativa à Reforma da Jurisdição Internacional da Zona de Tânger, assinada naquela cidade em 10 de Novembro de 1952.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna

Decreto-Lei n.º 40 497

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para adesão, a Convenção relativa à Reforma da Jurisdição Internacional da Zona de Tânger, assinada naquela cidade em 10 de Novembro de 1952, cujos textos em francês e respectiva tradução em português são os seguintes:

Convention relative à la Réforme de la Juridiction Internationale de la Zone de Tanger

Le Gouvernement de l'Etat espagnol, le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement de la République italienne, Parties contractantes à la Convention du 18 décembre 1923 telle qu'elle a été amendée par l'Accord du 25 juillet 1928, désireux de réformer la juridiction internationale de la Zone de Tanger organisée par la dite Convention et le dit Accord, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de l'Etat espagnol:

M. Cristobal del Castillo y Campos, Ministre plénipotentiaire, Consul général d'Espagne à Tanger.

Le Gouvernement de la République française:

M. François de Panafieu, Ministre plénipotentiaire, Consul général de France à Tanger.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

M. Thomas G. A. Muntz, Ministre plénipotentiaire, Consul général de Sa Majesté britannique à Tanger.

Le Gouvernement de la République italienne:

M. Francesco Macchi di Cellere, Ministre plénipotentiaire, Consul général d'Italie à Tanger.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

ARTICLE PREMIER

Le texte de l'article 48 de la Convention du 18 décembre 1923 telle qu'elle a été amendée par l'accord du 25 juillet 1928 est remplacé par le texte ci-après:

Une juridiction internationale est chargée d'administrer la justice aux ressortissants des puissances étrangères, ainsi qu'aux sujets marocains dans les cas prévus par l'annexe au dahir chérifien du 16 février 1924 sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger tel qu'il a été amendé par le dahir du 26 décembre 1928.

Les relations des autorités judiciaires de la zone française ou de la zone espagnole avec la juridiction internationale de Tanger continuent à être réglées par l'Accord du 29 décembre 1916 touchant les rapports entre les autorités judiciaires de ces deux zones.

SECTION I

Composition de la Juridiction Internationale de Tanger

ARTICLE 2

La Juridiction Internationale de Tanger comprend:

- une Cour d'Appel.
- un Tribunal de Première Instance Civil et Correctionnel.
- un Tribunal Criminel.
- un Tribunal de Paix et de simple Police.

Auprès de cette Juridiction, un Parquet assure les fonctions attribuées par les codes et lois de la Zone de Tanger au Ministère Public.

Elle est assistée par le Service du Secrétariat-Greffier et par celui de l'Interprétariat.

ARTICLE 3

La Juridiction Internationale de Tanger se compose de douze juges affectés au Siège et de deux procureurs affectés au Parquet.

Le Siège comprend: deux juges espagnols, deux juges français, un juge belge, un juge britannique, un juge des Etats-Unis d'Amérique, un juge italien, un juge marocain, un juge néerlandais, un juge portugais et un juge suédois.

Les deux procureurs sont l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française.

Tous ces magistrats sont nommés par dahir de S. M. Chérifienne, à la demande du Comité de Contrôle, sur présentation de leur Gouvernement respectif, et, en ce qui concerne le magistrat marocain, du Mendoub de S. M. Chérifienne à Tanger.

ARTICLE 4

Ces Magistrats doivent présenter toutes les conditions requises pour bien remplir leurs fonctions, appartenir ou avoir appartenu, autant que possible, aux cadres de la Magistrature de leur pays, et connaître couramment au moins une des langues judiciaires prévues à l'article 54 de la présente Convention.

Ils doivent, en dehors de leurs congés, résider à Tanger.

Il leur est interdit de remplir d'autres charges ou fonctions que celles qu'ils reçoivent dans la Juridiction internationale, et d'exercer une activité rétribuée incompatible avec celle qui leur incombe dans cette Juridiction.

Il leur est également interdit d'appartenir à des associations politiques, quelles qu'elles soient, et de participer à des manifestations politiques.

Tout Magistrat qui manque à ses devoirs professionnels, compromet la dignité de ses fonctions ou porte atteinte au prestige de la magistrature peut être révoqué par Dahir de S. M. Chérifienne, après avis de l'Assemblée Générale des Magistrats prévue à la Section VIII de la présente Convention, et à la demande, soit du Comité de Contrôle, décidée à l'unanimité de ses membres, soit du Gouvernement ou du Mendoub sur la présentation duquel il a été nommé.

ARTICLE 5

Tous les Magistrats sont *parés inter parés*, et l'attribution de leurs fonctions dans les différentes organismes de la Juridiction Internationale n'implique aucune différence hiérarchique entre eux.

Ils reçoivent un traitement égal, dont le chiffre est fixé par le Comité de Contrôle.

Ils jouissent de tous les avantages accordés aux hauts fonctionnaires de la Zone de Tanger, notamment du bénéfice de la caisse de prévoyance.

Leurs congés, qui ne peuvent dépasser deux mois et demi par an, voyage à l'étranger compris, leur sont accordés, compte tenu des nécessités de leur service, par l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 6

Avant d'entrer en fonctions les Magistrats prêtent devant l'Assemblée Générale des Magistrats siégeant en audience publique et solennelle, le serment suivant:

Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal Magistrat de la Juridiction Internationale de Tanger.

Les Magistrats auxquels le serment est interdit par leurs convictions religieuses font la déclaration suivante:

Je promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder scrupuleusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal Magistrat de la Juridiction internationale de Tanger.

SECTION II

La Cour d'Appel

ARTICLE 7

La Cour d'Appel est composée de deux Magistrats permanents, l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française, et de deux Magistrats non permanents appartenant à deux autres nationalités.

Les deux Magistrats non permanents sont désignés parmi les Juges du siège, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la Juridiction Internationale, et, en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge, pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle ils prennent au Tribunal de première instance ou au Tribunal de Paix et de simple Police, les fonctions que l'Assemblée Générale des Magistrats leur assigne.

La Cour d'Appel siège avec trois Magistrats. Ses décisions sont prises à la majorité.

Sa composition aux audiences est fixée d'un commun accord entre tous ses membres, suivant les nécessités du service, de telle sorte que les quatre Magistrats qui en font partie siègent, dans la mesure du possible, durant des périodes sensiblement égales. En cas de désaccord, à ce sujet, l'Assemblée Générale des Magistrats prend toute décision utile.

ARTICLE 8

La présidence de la Cour d'Appel est exercée par chacun des Juges de la Cour, à tour de rôle, par roulement annuel, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la Juridiction Internationale, et en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président en exercice est remplacé par le Magistrat de la Cour le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé.

ARTICLE 9

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, la Cour d'Appel s'adjoint deux juriconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces juris-

consultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée Générale des Magistrats dans sa séance de la première semaine d'Octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par le Mendoub de S. M. Chérifienne à Tanger.

SECTION III

Le Tribunal de Première Instance

ARTICLE 10

Le Tribunal de Première Instance se compose de sept membres, dont un Président, un Vice-Président et un Juge d'Instruction, désignés pour un an par l'Assemblée Générale des Magistrats dans sa séance de la première semaine du mois d'Octobre.

L'attribution des fonctions de Président et de Vice-Président est faite, par roulement annuel, en fonction de l'ancienneté des Magistrats du Tribunal auprès de la Juridiction Internationale et, en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge.

Le Tribunal siège toujours avec trois Magistrats et ses décisions sont prises à la majorité.

ARTICLE 11

Une section du Tribunal connaît des instances en matière civile, commerciale et administrative.

Une autre section, dont ne pourra pas faire partie le Juge d'Instruction, connaît des instances en matière correctionnelle.

Ces sections sont présidées, l'une par le Président, l'autre par le Vice-Président du Tribunal.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président ou le Vice-Président sont remplacés par le Magistrat du Tribunal le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté entre plusieurs Magistrats, par le plus âgé.

ARTICLE 12

Sur les affaires de la compétence de la Chambre des mises en accusation, il est statué par trois Magistrats comprenant le Président ou le Vice-Président et deux membres du Tribunal de Première Instance à l'exception du Juge d'Instruction.

ARTICLE 13

En cas de nécessité, la composition des sections du Tribunal ou de la Chambre des mises en accusation peut être complétée par le Président du Tribunal de Paix, et même, à titre tout à fait exceptionnel, par un des membres de la Cour d'Appel.

ARTICLE 14

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, le Tribunal s'adjoint deux jurisconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces jurisconsultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée Générale des Magistrats dans sa séance de la première semaine d'Octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par le Mendoub de S. M. Chérifienne à Tanger.

SECTION IV

Le Tribunal Criminel

ARTICLE 15

Le Tribunal Criminel est composé d'un Magistrat de la Cour d'Appel, Président, de deux Magistrats du

Tribunal de Première Instance n'ayant ni pris part à l'instruction de l'affaire, ni connu de cette dernière à la Chambre des mises en accusation, et d'un Jury de six membres tirés au sort, dans les conditions fixées par les articles 200 et suivants du Code de procédure criminelle.

Lorsqu'il y a un seul accusé, ou lorsque tous les accusés ont la même nationalité, le Jury doit comprendre trois membres de la nationalité de l'accusé et trois membres ayant une nationalité différente.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés de nationalités différentes, le Jury est composé de la façon suivante:

Si les accusés appartiennent à deux nationalités différentes, le Jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à trois nationalités différentes, le Jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à quatre nationalités différentes, le Jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à cinq nationalités différentes, le Jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et un membre d'une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à six nationalités différentes, le Jury comprend un membre de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à plus de six nationalités différentes, le sort déterminera les nationalités auxquelles devront appartenir les Jurés et qui seront obligatoirement celles de six des accusés.

Dans le cas où il n'existe pas de liste spéciale pour la nation à laquelle appartient l'accusé, celui-ci peut désigner celle des listes nationales prévues par l'art. 186 nouveau du Code de Procédure Criminelle sur laquelle il désire que soient tirés au sort les membres du Jury qui, en vertu des dispositions précédentes, devraient avoir la même nationalité que lui. Vingt jours au moins avant l'ouverture de la session, le Président lui adresse notification d'avoir à lui faire connaître son choix dans le délai de 48 heures après cette notification. Faute par l'accusé d'user de ce droit dans ce délai, le Jury est composé de six membres de nationalités différentes tirés au sort sur la liste générale des jurés dans les conditions fixées aux art. 200 et suivants du Code de Procédure Criminelle.

ARTICLE 16

Les Magistrats et les Jurés délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé. Leur décision à ce sujet est prise à la majorité des voix.

L'application de la peine est faite par les Magistrats seuls, leur décision étant prise à la majorité.

ARTICLE 17

Les jugements rendus par le Tribunal Criminel sont susceptibles de recours devant la Cour d'Appel, mais seulement pour incompétence, excès de pouvoirs, omission des formes légales substantielles, violation des droits de la défense, défaut de motifs, fausse application, fausse interprétation ou violation de la loi.

Ce recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans le délai de 15 jours francs à compter du prononcé du jugement.

Lorsque la Cour d'Appel infirme la décision qui lui a été déferée, elle renvoie l'affaire à une audience ultérieure, aussi rapprochée que possible, pour être jugée par la même Cour qui s'adjoint un nouveau Jury comprenant exclusivement des membres n'ayant pas siégé au Tribunal Criminel.

Ce nouveau Jury est composé et tiré au sort conformément aux dispositions de l'art. 15 de la présente Convention.

SECTION V

Le Tribunal de Paix et de Simple Police

ARTICLE 18

Le Tribunal de Paix et de Simple Police est composé d'un Juge unique désigné chaque année par l'Assemblée Générale des Magistrats et qui reçoit le titre de «Président du Tribunal de Paix et de Simple Police».

ARTICLE 19

Lorsque l'encombrement du rôle du Tribunal de Paix et de Simple Police l'exige, l'Assemblée Générale des Magistrats peut désigner pour seconder le Juge unique prévu à l'article précédent, un Magistrat du Tribunal de Première Instance, ou, en cas de nécessité absolue, soit un avocat inscrit au tableau de l'ordre de Tanger, soit un notable présentant toute garantie d'honorabilité et de capacité. Ce dernier a droit à une rémunération dont le montant sera fixé par une loi.

SECTION VI

Le Parquet

ARTICLE 20

Le Parquet est composé des deux Procureurs qui exercent l'action publique et sont les chefs de la Police Judiciaire.

Il représente, par délégation de S. M. Chérifienne, l'Administration de la Zone auprès de la Juridiction Internationale.

Le Ministère Public adresse tous réquisitoires utiles au Juge d'Instruction en vue de l'ouverture, de la marche et de la clôture des informations judiciaires. Il a qualité pour former opposition aux ordonnances du Juge d'Instruction.

ARTICLE 21

A tour de rôle, en commençant par le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé, chacun des deux Procureurs représente pendant un an, avec le titre de chef du Parquet, le Ministère Public auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la Zone de Tanger.

Ces deux Magistrats s'entendent sur la répartition des affaires entre eux et la représentation du Parquet auprès de la Cour d'Appel, des deux sections du Tribunal de Première Instance, de la Chambre des mises en accusation et du Tribunal Criminel. En cas de difficulté à ce sujet, l'Assemblée Générale des Magistrats prend toute décision utile.

ARTICLE 22

Les deux Procureurs se remplacent mutuellement et de plein droit en cas d'absence, de maladie ou d'empêchement de l'un d'eux.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement des deux Procureurs à la fois, l'Assemblée Générale des Magistrats désigne un Magistrat du siège pour remplir leurs fonctions par interim.

ARTICLE 23

Le Président de la Cour d'Appel et le Chef du Parquet doivent être de nationalités différentes. Si, par application des dispositions des articles précédents, l'éventualité d'une attribution de ces deux postes à des Magistrats de même nationalité se présentait, le choix serait fait en faveur du Président de la Cour d'Appel.

ARTICLE 24

Les fonctions du Ministère Public près le Tribunal de Paix et de Simple Police sont exercées, sous le contrôle et l'autorité du Parquet, par un Commissaire de Police, désigné par l'Administrateur de la Zone et agréé par le Chef du Parquet.

ARTICLE 25

L'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires, agissant au nom de l'Administrateur, peut demander au Chef du Parquet des renseignements et, le cas échéant, lui adresser des recommandations.

L'administrateur de la Zone devra en informer le Comité de Contrôle.

Les Procureurs doivent tenir compte dans leurs réquisitions écrites des recommandations de l'Administrateur-adjoint mais peuvent verbalement à l'audience présenter et soutenir leurs opinions personnelles.

SECTION VII

Exécution des décisions judiciaires — Révision Mesures gracieuses

ARTICLE 26

L'exécution des jugements et arrêts en matière pénale appartient au Parquet.

L'Administrateur-adjoint de la Zone chargé des services judiciaires veille à l'exécution de ces jugements et arrêts. A cet effet, il en reçoit un extrait et est tenu au courant de leur exécution par le Parquet. Il peut attirer l'attention de ce dernier sur des carences ou des manquements dans cette exécution.

ARTICLE 27

S. M. Chérifienne conserve le droit de remettre ou de commuer en peines plus légères les peines criminelles, correctionnelles ou de police prononcées par la Juridiction Internationale. Les décisions gracieuses interviennent sur l'avis du Président de la Cour d'Appel, du Magistrat du Parquet qui a connu de l'affaire, et de l'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires.

Le recours est présenté par le condamné par l'intermédiaire de son avocat, à la Direction des Services judiciaires qui le transmet au Chef du service du Parquet pour que soient recueillis les avis prévus ci-dessus.

ARTICLE 28

Eu égard au caractère de la Juridiction Internationale de Tanger, les jugements définitifs, ainsi que les Commissions rogatoires, des Tribunaux des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont exécutoires de plein droit dans la Zone de Tanger à l'encontre des

justiciables de cette Juridiction, à condition que ces décisions ne soient pas contraires à l'ordre public de la Zone.

Toutefois en ce qui concerne les jugements une demande d'exequatur devra être présentée à la Cour d'Appel.

L'Assemblée Générale des Magistrats détermine, dans un règlement, les conditions de vérification de l'authenticité et de la régularité des jugements et commissions rogatoires d'après les lois du pays où ils ont été rendus.

SECTION VIII

L'Assemblée Générale des Magistrats

ARTICLE 29

Les quatorze Magistrats composant la Juridiction Internationale se réunissent en Assemblée Générale au moins une fois tous les trois mois et plus souvent si cela est nécessaire.

Les deux Procureurs peuvent exprimer leur opinion sur toutes les questions, mais n'ont pas le droit de vote.

Cette Assemblée désigne, parmi ses membres, dans les conditions qu'elle détermine, un Délégué qui préside ses réunions, la convoque chaque fois qu'il le juge utile, et représente la Juridiction Internationale auprès des autorités, des administrations publiques et des différentes organismes de la Zone.

ARTICLE 30

Chaque année, dans la première semaine du mois d'Octobre, cette Assemblée effectue entre ses membres, à l'exception des deux Procureurs et des deux Magistrats permanents de la Cour d'Appel, l'attribution, dans les conditions fixées par la présente Convention, des fonctions de Juges non permanents à la Cour, de Président, de Vice-Président, Juge d'Instruction et Juges au Tribunal de première instance, et de Président du Tribunal de Paix et de Simple Police. Elle veille, en outre, à l'exécution des dispositions de l'art. 8 de la présente Convention, relatives à la Présidence de la Cour d'Appel.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque d'un Magistrat du siège ou du Parquet, cette assemblée se réunit sans délai, et, au besoin d'office, pour désigner un remplaçant provisoire au Magistrat empêché.

ARTICLE 31

Outre les attributions qui lui sont dévolues par les autres dispositions de la présente Convention, l'Assemblée Générale des Magistrats assume les fonctions suivantes:

elle fixe les jours et heures des audiences du Tribunal de Paix et de Simple Police, du Tribunal de Première Instance et de la Cour d'Appel, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux du Secrétariat-Greffes et de l'Interprétariat.

elle veille à la bonne organisation intérieure de la Juridiction Internationale et à la discipline des Magistrats; détermine le costume et les insignes que doivent porter ces derniers dans l'exercice de leurs fonctions, fixe, en considération des nécessités du service, l'ordre et la durée des congés des Magistrats, et prend toute décision utile à ce sujet.

elle organise, si les conditions de bon fonctionnement de la Juridiction le permettent, un service de vacations.

elle effectue, dans les conditions prévues par le statut du personnel du Secrétariat-Greffes de l'Interprétariat, les nominations, promotions et avancement de ce personnel, et exerce, sur celui-ci, dans les mêmes conditions, l'action disciplinaire; aux réunions de l'Assemblée Générale des Magistrats relatives à ces objets participe l'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires; celui-ci peut exprimer son opinion sur toutes les questions, mais n'a pas le droit de vote.

elle prépare, avec la même participation de l'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires le budget de la Juridiction Internationale.

elle effectue, dans la limite des crédits budgétaires, l'achat des ouvrages de droit, des périodiques et des fournitures de bureaux nécessaires, ainsi que la nomination des chaouchs, concierges et hommes de peine.

ARTICLE 32

Les décisions de l'Assemblée Générale des Magistrats sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, celle du Magistrat le plus ancien à la Juridiction Internationale, et, en cas d'ancienneté égale, celle du Magistrat le plus âgé, est prépondérante.

SECTION IX

Le Secrétariat-Greffes et l'Interprétariat

ARTICLE 33

Le Service du Secrétariat-Greffes de la Juridiction Internationale est dirigé, sous l'autorité de cette Juridiction, par un Secrétaire-Greffier, en Chef, assisté de six Secrétaires-Greffiers, ainsi que de Secrétaires-Greffiers adjoints, commis-greffiers, commis-greffiers adjoints et dames employées dont le nombre sera fixé par une Ordonnance du Comité de Contrôle portant statut du personnel du Secrétariat-Greffes.

ARTICLE 34

Les agents du Secrétariat-Greffes doivent appartenir à l'une ou l'autre des nationalités visées au deuxième paragraphe de l'article 3 de la présente Convention.

Le Secrétaire-Greffier en Chef et les six Secrétaires-Greffiers sont nommés et, le cas échéant, licenciés ou révoqués, par *Dahir* de S. M. Chérifienne, sur la proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats et à la demande du Comité de Contrôle. Les autres agents sont nommés par Ordonnance du Comité de Contrôle sur proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 35

Le Service du Secrétariat-Greffes assure le Secrétariat de la Cour d'Appel, du Tribunal de Première Instance, du Tribunal de Paix, et du Parquet.

Il comprend en outre:

- un bureau de notifications et d'exécutions judiciaires;
- un bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires;
- un bureau du notariat;
- la caisse judiciaire.

L'attribution entre les agents du Secrétariat-Greffes des fonctions incombant à ce service fait l'objet de décisions de l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 36

Le personnel du bureau des notifications d'exécutions judiciaires est chargé de faire les sommations, mises en demeure, constats, protêts et autres actes judiciaires. Il procède en outre à l'exécution de toutes les décisions de la juridiction internationale jusqu'à et y compris la vente des meubles ou immeubles saisis.

ARTICLE 37

Le personnel du bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires assure les fonctions de syndic des faillites, liquidateur judiciaire, liquidateur de sociétés, séquestre des biens litigieux, curateur à succession vacante et, d'une manière générale, toutes missions de gestion, de liquidation ou de conservation n'entrant pas dans les attributions notariales.

La Juridiction Internationale peut en outre adjoindre aux agents de ce bureau d'autres mandataires dans les cas où l'intervention de techniciens sera jugée nécessaire.

ARTICLE 38

En cas d'absence ou d'empêchement, un agent des Secrétariats, des bureaux ou de la caisse visés à l'article 35, pourra être remplacé temporairement, s'il est nécessaire, par décision de l'Assemblée Générale des Magistrats qui désignera un agent d'un autre secrétariat ou d'un autre bureau.

ARTICLE 39

Le bureau du Notariat sera chargé de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et d'en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des expéditions.

L'organisation de ce bureau et les conditions dans lesquelles seront reçus les actes notariés et délivrés des expéditions et des copies de ces actes seront fixées par une Ordonnance du Comité de Contrôle.

Le fonctionnement du bureau du Notariat est placé sous la surveillance des Magistrats du Parquet, sans préjudice des dispositions de l'article 43 ci-dessous.

ARTICLE 40

En cas de nécessité, l'Assemblée Générale des Magistrats peut, sur la proposition du Secrétaire-Greffier en Chef, et dans la limite des crédits budgétaires, recruter des agents auxiliaires et des agents temporaires.

ARTICLE 41

Un interprète judiciaire pour la langue arabe, attaché à la Juridiction Internationale, est nommé par *Dahir* de S. M. Chérifienne sur la proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats et à la demande du Comité de Contrôle.

Un interprète judiciaire-adjoint est nommé par Ordonnance du Comité de Contrôle sur la proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 42

Le statut prévu à l'article 33 ci-dessus déterminera les conditions de recrutement et d'avancement ainsi que le mode d'établissements des traitements et les règles de discipline des agents du Secrétariat-Greffier et de l'Interprétariat.

ARTICLE 43

L'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires peut, lorsqu'il le juge nécessaire, demander

à l'Assemblée Générale des Magistrats tous renseignements utiles concernant le fonctionnement du Secrétariat-Greffier et de l'Interprétariat, et, le cas échéant, faire à ce sujet toutes recommandations à cette Assemblée.

SECTION X

Les Avocats

ARTICLE 44

Les avocats de la Zone de Tanger ont le droit de consultation et de plaidoirie. Ils représentent leurs clients devant la Juridiction Internationale et présentent, en leur nom, tous mémoires, requêtes et conclusions utiles sans qu'une procuration spéciale ne leur soit nécessaire.

Ils ne peuvent toutefois, sans procuration spéciale, dénier l'écriture, compromettre ou transiger, accepter des offres, aveux ou consentements, déférer ni référer le serment et, d'une manière générale, faire tous actes comportant l'abandon ou la reconnaissance d'un droit.

ARTICLE 45

Le droit d'exercer la profession d'avocat dans la Zone de Tanger ne s'acquiert que par l'inscription au tableau des avocats près la Juridiction Internationale.

Toutefois les avocats régulièrement inscrits et jouissant d'un droit d'audience près un Tribunal ou une Cour de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont admis à plaider devant la Juridiction Internationale après avoir obtenu l'autorisation du Président du Tribunal ou de la Cour ayant à connaître de l'affaire au sujet de laquelle ils désirent être entendus. Mais ces avocats ne pourront accomplir devant cette Juridiction les actes de la procédure écrite comme mandataires de leurs clients.

ARTICLE 46

Le tableau des avocats est établi et arrêté chaque année par les soins du Bâtonnier et du Conseil de l'Ordre.

ARTICLE 47

Nul ne peut être inscrit au Tableau des avocats près de Juridiction Internationale s'il :

n'est ressortissant de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras,

ne remplit toutes les conditions de capacité et autres exigées par la législation de l'Etat dont il est ressortissant pour être admis à l'un des barreaux de cet Etat,

n'a, dans la Zone de Tanger, un domicile et une résidence effectifs,

ne justifie avoir, pendant trois ans au moins, exercé la profession d'avocat près un tribunal ou une Cour de l'Etat dont il est ressortissant, ou effectué un stage, soit dans les conditions prescrites par la législation de cet Etat pour être inscrit à un barreau, soit dans les conditions prescrites par le règlement du barreau de Tanger, auprès d'un avocat inscrit à ce barreau; est assimilé au stage l'exercice effectif de fonctions judiciaires, en tant que Magistrat, ou de fonctions d'enseignement dans une Faculté ou une Ecole de Droit, en tant que professeur ou chargé de cours.

ARTICLE 48

Tous les avocats près la Juridiction Internationale forment un seul Barreau. Celui-ci est administré par

le Conseil de l'Ordre, composé de neuf membres élus pour deux ans par l'ensemble des avocats, et représentatif, autant que possible, des différentes nationalités de ces derniers. Le Conseil élit, dans son sein, le Bâtonnier de l'Ordre.

ARTICLE 49

Le règlement du Barreau est établi par le Conseil de l'Ordre et approuvé par l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 50

Le Conseil de l'Ordre exerce l'action disciplinaire sur les stagiaires et les avocats inscrits au Tableau.

ARTICLE 51

Toute décision du Conseil de l'Ordre relative à une demande d'admission au stage ou d'inscription au tableau, à une plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit, ou à une question disciplinaire est susceptible de recours devant la Cour d'Appel composée des trois Magistrats siégeant à ladite Cour et, en outre, du Président et du Vice-Président du Tribunal de Première Instance.

Ce recours est ouvert soit à l'intéressé soit au Parquet et doit être exercé dans le délai de quinze jours à compter de la notification, par le Bâtonnier de l'Ordre, de la décision contestée.

Toute décision du Conseil de l'Ordre relative à un des objets visés au paragraphe premier du présent article doit être notifiée au Parquet par le Bâtonnier de l'Ordre.

Toute plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit doit obligatoirement être communiquée au Parquet qui a le droit d'impartir au Conseil de l'Ordre un certain délai pour statuer à son sujet et lui notifier la décision à intervenir. L'absence de notification d'une décision, dans ce délai, par le Bâtonnier équivalant, de la part du Conseil de l'Ordre, à une décision implicite de rejet contre laquelle le Parquet peut exercer le recours prévu au deuxième paragraphe du présent article.

SECTION XI

Dispositions générales

ARTICLE 52

La justice est rendue par la Juridiction Internationale de Tanger au nom de S. M. Chérifienne.

ARTICLE 53

La Juridiction Internationale de Tanger applique les codes, dahirs et lois spécialement promulgués pour la Zone, ainsi que les conventions internationales relatives à cette Zone.

En cas de contradiction entre les dispositions de ces codes, dahirs et lois, d'une part, et celles de la présente Convention, d'autre part, ces dernières prévaudront.

ARTICLE 54

Les langues judiciaires sont le français et l'espagnol, les jugements et actes du greffe étant rédigés ou éta-

blis en l'une ou l'autre de ces langues, au choix des Magistrats, s'il s'agit de jugements, et du Secrétaire-Greffier en Chef, s'il s'agit d'actes du Greffe, chaque partie pouvant aussi se servir du français ou de l'espagnol dans la rédaction de ses requêtes et pièces de procédure.

Les notifications et sommations faites en français ou en espagnol sont valables encore que la partie à laquelle elles sont signifiées prétende ignorer la langue dans laquelle elles sont rédigées. Mais cette partie est en droit de demander au Secrétariat-Greffe que lesdites notifications et sommations soient traduites par un expert et à ses frais.

Les plaidoiries sont prononcées en espagnol ou en français, sauf le cas où le Président autoriserait l'emploi d'une autre langue.

Dispositions finales

ARTICLE 55

La présente Convention sera communiquée pour adhésion par les soins du Gouvernement de la République française aux Gouvernements des Puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la Zone de Tanger, ainsi qu'au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté au Comité de Contrôle.

Les Gouvernements des Puissances signataires de la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront, s'engagent à recommander à l'adoption de S. M. Chérifienne le texte d'un dahir conforme aux dispositions des articles 2 à 54 ci-dessus, dahir qui remplacera le dahir du 16 février 1924, tel qu'il a été amendé par le dahir du 26 novembre 1928.

ARTICLE 56

La présente Convention entrera en vigueur dès que tous les Gouvernements des Puissances visées à l'article 55 ci-dessus y auront donné leur adhésion. Elle est conclue pour une durée de cinq années à partir de sa mise en vigueur dont la date sera notifiée à tous les Gouvernements signataires et adhérents par les soins du Gouvernement de la République française.

Elle sera renouvelée de plein droit, par tacite reconduction, pour une ou plusieurs périodes égales si, au moins six mois avant son expiration, aucun des Gouvernements des Puissances contractantes n'a demandé qu'elle soit révisée. En ce cas elle continuera à s'appliquer jusqu'à la conclusion de la nouvelle Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tanger, le dix novembre 1952 en quatre exemplaires.

(L. S.) *C. del Castillo.*

(L. S.) *F. de Panafieu.*

(L. S.) *Godwin Muntz.*

(L. S.) *F. Macchi di Cellere.*

Tradução

Convenção relativa à Reforma da Jurisdição Internacional da Zona de Tânger

Os Governos de Espanha, da República Francesa, do Reino-Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte e da República Italiana, Partes Contratantes da Convenção de 18 de Dezembro de 1923, alterada pelo Acordo de 25 de Julho de 1928, desejosos de reformar a jurisdição internacional da Zona de Tânger, organizada por aquela Convenção e por este Acordo, nomearam para esse efeito os seus plenipotenciários, a saber:

O Governo de Espanha:

D. Cristobal del Castillo y Campos, Ministro Plenipotenciário, Cônsul-Geral da Espanha em Tânger.

O Governo da República Francesa:

M. François de Panafieu, Ministro Plenipotenciário, Cônsul-Geral da França em Tânger.

O Governo do Reino-Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Mr. Thomas G. A. Muntz, Ministro Plenipotenciário, Cônsul-Geral de Sua Majestade Britânica em Tânger.

O Governo da República Italiana:

Sr. Francesco Macchi di Cellere, Ministro Plenipotenciário, Cônsul-Geral da Itália em Tânger.

Os quais, depois de terem comunicado entre si os seus respectivos plenos poderes, achados em boa e devida forma, elaboraram e assinaram os artigos seguintes:

ARTIGO 1.º

O texto do artigo 48.º da Convenção de 18 de Dezembro de 1923, alterada pelo Acordo de 25 de Julho de 1928, é substituído pelo texto seguinte:

Fica encarregada uma Jurisdição Internacional de administrar Justiça aos nacionais das potências estrangeiras, e bem assim aos súbditos marroquinos nos casos previstos pelo Anexo ao *Dahir* Xerifino de 16 de Fevereiro de 1924, relativo à organização duma Jurisdição Internacional em Tânger, modificado pelo *Dahir* de 26 de Dezembro de 1928.

As relações das autoridades judiciárias da Zona Francesa e da Zona Espanhola com a Jurisdição Internacional de Tânger continuam a ser reguladas pelo Acordo de 29 de Dezembro de 1916, relativo às relações entre as autoridades judiciárias dessas duas Zonas.

SECÇÃO I

Composição da Jurisdição Internacional de Tânger

ARTIGO 2.º

A Jurisdição Internacional de Tânger compreende:
um Tribunal de Segunda Instância.
um Tribunal de Primeira Instância Cível e Correcional.

um Tribunal Criminal.

um Tribunal de Paz e de simples Polícia.

Uma Procuradoria exerce, junto desta Jurisdição, as funções atribuídas ao Ministério Público pelos códigos e leis da Zona de Tânger.

A mesma Jurisdição é auxiliada pela Secretaria Judicial e pelo Serviço de Intérpretes.

ARTIGO 3.º

A Jurisdição Internacional de Tânger compõe-se de doze juizes em serviço na Magistratura Judicial e de dois procuradores em serviço na Procuradoria.

A Magistratura Judicial compreende: dois juizes espanhóis, dois juizes franceses, um juiz belga, um juiz britânico, um juiz dos Estados Unidos da América, um juiz italiano, um juiz marroquino, um juiz holandês, um juiz português e um juiz sueco.

Os procuradores são um de nacionalidade espanhola e outro de nacionalidade francesa.

Todos estes magistrados são nomeados por *Dahir* de S. M. Xerifina, a pedido da Comissão de Fiscalização, mediante apresentação do seu Governo respectivo, e, quanto ao magistrado marroquino, do Mendoub de S. M. Xerifina em Tânger.

ARTIGO 4.º

Estes magistrados devem possuir todas as condições requeridas para o bom desempenho das suas funções, pertencer ou ter pertencido, tanto quanto possível, aos quadros da Magistratura do seu país e conhecer correntemente pelo menos uma das línguas judiciárias previstas no artigo 54.º da presente Convenção.

Devem residir em Tânger, salvo quando em gozo de licença.

E-lhes proibido desempenhar outros cargos ou funções além dos que lhes incumbem na Jurisdição Internacional, assim como exercer qualquer actividade remunerada incompatível com a que lhes compete nesta Jurisdição.

E-lhes também proibido pertencer a associações políticas, sejam quais forem, assim como participar em manifestações políticas.

Qualquer magistrado que falte aos seus deveres profissionais, comprometa a dignidade das suas funções ou atente contra o prestígio da Magistratura, pode ser demitido por *Dahir* de S. M. Xerifina, ouvido o parecer da Assembleia Geral dos Magistrados prevista na secção VIII da presente Convenção, e a pedido quer da Comissão de Fiscalização, decidido por unanimidade dos seus membros, quer do Governo ou do Mendoub mediante cuja apresentação foi nomeado.

ARTIGO 5.º

Todos os magistrados são *pares inter pares* e a atribuição das suas funções nos diversos organismos da Jurisdição Internacional não implica nenhuma diferenciação hierárquica entre eles.

Recebem honorários iguais, cujo valor é fixado pela Comissão de Fiscalização.

Gozam de todas as vantagens concedidas aos altos funcionários da Zona de Tânger, em particular do benefício da Caixa de Previdência.

As suas licenças, que não podem exceder dois meses e meio por ano, incluídas as viagens ao estrangeiro, são-lhes concedidas pela Assembleia Geral dos Magistrados, tendo em conta as necessidades do seu serviço.

ARTIGO 6.º

Antes de entrarem em funções os Magistrados prestam o seguinte juramento perante a Assembleia Geral dos Magistrados, reunida em audiência pública e solene:

Juro e prometo desempenhar bem e fielmente as minhas funções, guardar religioso segredo das deliberações e comportar-me em tudo como um digno e leal Magistrado da Jurisdição Internacional de Tânger.

Os Magistrados aos quais o juramento for interdito por convicções religiosas fazem a seguinte declaração:

Prometo desempenhar bem e fielmente as minhas funções, guardar escrupuloso segredo das deliberações e comportar-me em tudo como um digno e leal magistrado da Jurisdição Internacional de Tânger.

SECÇÃO II

O Tribunal de Segunda Instância

ARTIGO 7.º

O Tribunal de Segunda Instância compõe-se de dois Magistrados permanentes, um de nacionalidade espanhola e o outro de nacionalidade francesa, e de dois Magistrados não permanentes de duas outras nacionalidades.

Os dois Magistrados não permanentes são designados de entre os juizes da Magistratura Judicial, em função da sua antiguidade de serviço na Jurisdição Internacional, e, no caso de igual antiguidade, em função da idade, por um período de quatro anos, no termo do qual tomam no Tribunal de Primeira Instância ou no Tribunal de Polícia as funções que a Assembleia Geral dos Magistrados lhes confiar.

O Tribunal de Segunda Instância reúne com três Magistrados. As suas decisões são tomadas por maioria.

A sua composição nas audiências é fixada por comum acordo entre todos os seus membros, segundo as necessidades do serviço, de modo que os quatro magistrados que dele fazem parte reúnam durante períodos aproximadamente iguais, na medida do possível. No caso de desacordo a este respeito, a Assembleia Geral dos Magistrados toma a decisão conveniente.

ARTIGO 8.º

A presidência do Tribunal de Segunda Instância é exercida por cada um dos juizes do Tribunal, sucessivamente e por rotação anual, em função da sua antiguidade de serviço na Jurisdição Internacional, e, no caso de igual antiguidade, em função da idade.

No caso de ausência ou impedimento, o presidente em exercício é substituído pelo magistrado mais antigo do Tribunal, e, no caso de antiguidade igual, pelo mais idoso.

ARTIGO 9.º

Quando um litígio disser respeito a um imóvel não registado, o Tribunal de Segunda Instância chamará dois jurisconsultos muçulmanos, que terão voto consultivo. Estes jurisconsultos, assim como dois suplentes, são designados por um ano pela Assembleia Geral

dos Magistrados na sua sessão da primeira semana de Outubro e escolhidos numa lista de oito nomes elaborada pelo Mendoub de S. M. Xerifina em Tânger.

SECÇÃO III

O Tribunal de Primeira Instância

ARTIGO 10.º

O Tribunal de Primeira Instância compõe-se de sete membros, entre os quais um presidente, um vice-presidente e um Juiz de Instrução, designados por um ano pela Assembleia Geral dos Magistrados na sua sessão da primeira semana de Outubro.

A atribuição das funções de Presidente e de Vice-Presidente faz-se por rotação anual, em função da antiguidade dos magistrados do Tribunal na Jurisdição Internacional, e, no caso de igual antiguidade, em função da idade.

O Tribunal reúne sempre com três magistrados e as suas decisões são tomadas por maioria.

ARTIGO 11.º

Uma secção do Tribunal conhece das instâncias em matérias cível, comercial e administrativa.

Outra secção, da qual não poderá fazer parte o Juiz de Instrução, conhece das instâncias em matéria correcional.

Estas secções são presididas, uma pelo presidente e a outra pelo vice-presidente do Tribunal.

No caso de ausência ou impedimento, o Presidente ou o Vice-Presidente são substituídos pelo Magistrado mais antigo do Tribunal, e, no caso de igual antiguidade entre vários magistrados, pelo mais idoso.

ARTIGO 12.º

Os casos da competência da «Chambre des mises en accusation» serão julgados por três magistrados: o Presidente ou o Vice-Presidente e dois membros do Tribunal de Primeira Instância, excepto o Juiz de Instrução.

ARTIGO 13.º

Em caso de necessidade, a composição das secções do Tribunal ou da «Chambre des mises en accusation» pode ser completada pelo presidente do Tribunal de Paz e de simples Polícia, e até, a título absolutamente excepcional, por um dos membros do Tribunal de Segunda Instância.

ARTIGO 14.º

Quando um litígio disser respeito a um imóvel não registado, o Tribunal chamará dois jurisconsultos muçulmanos que terão voto consultivo. Estes jurisconsultos, assim como dois suplentes, são designados por um ano pela Assembleia Geral dos Magistrados na sua sessão da primeira semana de Outubro e escolhidos numa lista de oito nomes elaborada pelo Mendoub de S. M. Xerifina em Tânger.

SECÇÃO IV

O Tribunal Criminal

ARTIGO 15.º

O Tribunal Criminal compõe-se de um Magistrado do Tribunal de Segunda Instância, Presidente, de dois Magistrados do Tribunal de Primeira Instância que não tenham tomado parte na instrução do caso, nem

conhecido deste na «Chambre des mises en accusation», e de um Júri de seis membros tirados à sorte, nas condições fixadas pelos artigos 200.º e seguintes do Código de Processo Criminal.

Quando houver um só réu, ou quando todos os réus forem da mesma nacionalidade, o Júri deve compreender três membros da nacionalidade do réu e três membros de nacionalidade diferente.

Quando houver vários réus de nacionalidades diferentes, o Júri será formado da maneira seguinte:

Se os réus são de duas nacionalidades diferentes, o Júri compreende dois membros de cada uma dessas nacionalidades e dois membros doutra nacionalidade.

Se os réus são de três nacionalidades diferentes, o Júri compreende dois membros de cada uma dessas nacionalidades.

Se os réus são de quatro nacionalidades diferentes, o Júri compreende um membro de cada uma dessas nacionalidades, e dois membros doutra nacionalidade.

Se os réus são de cinco nacionalidades diferentes, o Júri compreende um membro de cada uma dessas nacionalidades, e um membro doutra nacionalidade.

Se os réus são de seis nacionalidades diferentes, o Júri compreende um membro de cada uma dessas nacionalidades.

Se os réus são de mais de seis nacionalidades diferentes, a sorte determinará as nacionalidades a que deverão pertencer os Jurados e que serão obrigatoriamente as de seis dos réus.

No caso de não existir lista especial para a nação à qual pertence o réu, este poderá designar, entre as listas nacionais previstas pelo artigo 186.º do novo Código de Processo Criminal, aquela em que deseja sejam tirados à sorte os membros do Júri, os quais, em virtude das disposições precedentes, deverão ter a mesma nacionalidade que o réu. Vinte dias, pelo menos, antes do início do julgamento, o presidente notificará o réu de que deverá fazer essa escolha no prazo de quarenta e oito horas depois dessa notificação. Se o réu não usar desse direito nesse prazo, o Júri compor-se-á de seis membros de nacionalidades diferentes, tirados à sorte na lista geral dos Jurados, nas condições fixadas nos artigos 200.º e seguintes do Código de Processo Criminal.

ARTIGO 16.º

Os Magistrados e os Jurados deliberam conjuntamente acerca da culpabilidade do réu. A sua decisão a este respeito é tomada por maioria de votos.

A aplicação da pena é feita exclusivamente pelos magistrados, sendo a sua decisão tomada por unanimidade.

ARTIGO 17.º

Das sentenças proferidas pelo Tribunal Criminal pode recorrer-se para o Tribunal de Segunda Instância, mas apenas por incompetência, abuso de poder, omissão das formas legais essenciais, violação dos direitos da defesa, falta de motivos, falsa aplicação, falsa interpretação ou violação da lei.

O recurso, sob pena de lhe ser negado provimento, deve ser interposto dentro do prazo de quinze dias completos, a contar da pronúncia da sentença.

Quando o Tribunal de Segunda Instância anula uma decisão que lhe foi transmitida para apreciação, faz baixar o caso para audiência ulterior, tão próxima quanto possível, a fim de ser julgado pelo mesmo Tribunal, que forma novo Júri exclusivamente constituído

por membros que não tenham tomado parte no julgamento do Tribunal Criminal.

Esse novo Júri é composto e tirado à sorte em conformidade com as disposições do artigo 15.º da presente Convenção.

SECÇÃO V

O Tribunal de Paz e de simples Polícia

ARTIGO 18.º

O Tribunal de Paz e de simples Polícia compõe-se de um Juiz único, designado todos os anos pela Assembleia Geral dos Magistrados, que toma o título de «Presidente do Tribunal de Paz e de simples Polícia».

ARTIGO 19.º

Quando a acumulação de serviço do Tribunal de Polícia o exigir, a Assembleia Geral dos Magistrados poderá designar, para secundar o Juiz único previsto pelo artigo precedente, um magistrado do Tribunal de Primeira Instância, ou, em caso de necessidade absoluta, um advogado inscrito na lista da Ordem de Tânger ou um notável que apresente todas as garantias de honorabilidade e capacidade. Este último terá direito a uma remuneração cujo valor será fixado por uma lei.

SECÇÃO VI

A Procuradoria

ARTIGO 20.º

A Procuradoria é composta por dois Procuradores que exercem a acção pública e são os chefes da Polícia Judiciária.

Representa, por delegação de S. M. Xerifina, a Administração da Zona junto da Jurisdição Internacional.

O Ministério Público envia todos os libelos convenientes ao Juiz de Instrução, para o início, marcha e encerramento das investigações judiciais. Tem qualidade para deduzir oposição aos despachos do juiz de investigação.

ARTIGO 21.º

Cada um por sua vez, começando pelo mais antigo, e, em caso de igual antiguidade, pelo mais idoso, um dos dois procuradores representa durante um ano, com o título de chefe da Procuradoria, o Ministério Público junto das autoridades, das administrações públicas e dos diversos organismos da Zona de Tânger.

Estes dois magistrados combinam entre si a distribuição dos casos e a representação da Procuradoria junto do Tribunal de Segunda Instância, das duas secções do Tribunal de Primeira Instância, da «Chambre des mises en accusation» e do Tribunal Criminal. Em caso de dificuldade a este respeito, a Assembleia Geral dos Magistrados toma a decisão conveniente.

ARTIGO 22.º

Os dois procuradores substituem-se mutuamente e de pleno direito em casos de ausência, doença ou impedimento de um deles.

Em caso de ausência, doença ou impedimento dos dois procuradores ao mesmo tempo, a Assembleia Geral dos Magistrados designa um magistrado da Magistratura Judicial para desempenhar interinamente as suas funções.

ARTIGO 23.º

O presidente do Tribunal de Segunda Instância e o chefe da Procuradoria devem ser de nacionalidades

diferentes. Se da aplicação das disposições dos artigos precedentes resultar a atribuição dos dois cargos a magistrados da mesma nacionalidade, far-se-á escolha a favor do Presidente do Tribunal de Segunda Instância.

ARTIGO 24.º

As funções do Ministério Público junto do Tribunal de Paz e de simples Polícia são exercidas, sob a fiscalização e autoridade da Procuradoria, por um Comissário de Polícia designado pelo administrador da zona e aceite pelo chefe da Procuradoria.

ARTIGO 25.º

O Administrador adjunto encarregado dos serviços judiciários, actuando em nome do Administrador, pode pedir informações ao chefe da Procuradoria, e, sendo caso disso, pode fazer-lhe recomendações.

O Administrador da Zona deverá informar desse facto a Comissão de Fiscalização.

Os procuradores, nas acusações escritas, devem ter em conta as recomendações do Administrador adjunto, mas em audiência podem apresentar e sustentar verbalmente as suas opiniões pessoais.

SECÇÃO VII

Execução das decisões judiciárias — Revisão
Medidas de graça

ARTIGO 26.º

A execução das sentenças e despachos em matéria penal pertence à Procuradoria.

O Administrador adjunto da Zona encarregado dos serviços judiciários vela pela execução das sentenças e despachos. Para esse efeito, recebe extracto dumas e doutros e é mantido ao corrente da sua execução pela Procuradoria. Pode chamar a atenção desta para faltas ou omissões na execução.

ARTIGO 27.º

S. M. Xerifina conserva o direito de perdoar ou comutar para penas mais leves as penas criminais, correcionais ou policiais pronunciadas pela Jurisdição Internacional. As decisões a este respeito são tomadas mediante parecer do presidente do Tribunal de Segunda Instância, do magistrado da Procuradoria que conheceu o caso, e do administrador adjunto encarregado dos serviços judiciários.

O pedido é apresentado pelo condenado, por intermédio do seu advogado, à Direcção dos Serviços Judiciários, que o transmite ao chefe do serviço da Procuradoria para que sejam obtidos os pareceres acima mencionados.

ARTIGO 28.º

Tendo em conta o carácter da Jurisdição Internacional de Tânger, as sentenças definitivas e bem assim as cartas rogatórias dos tribunais das potências signatárias do Acto de Algeciras são executórias de pleno direito na Zona de Tânger, relativamente aos sujeitos à Justiça desta Jurisdição, desde que essas decisões não sejam contrárias à ordem pública da Zona.

Todavia, no que diz respeito a sentenças, deverá ser apresentado ao Tribunal de Segunda Instância um pedido de *exequatur*.

A Assembleia Geral dos Magistrados fixará, num regulamento, as condições de verificação da autenticidade e regularidade das sentenças e cartas rogatórias, segundo as leis do país donde dimanem.

SECÇÃO VIII

A Assembleia Geral dos Magistrados

ARTIGO 29.º

Os catorze Magistrados que compõem a Jurisdição Internacional reúnem-se em assembleia geral pelo menos uma vez por trimestre, ou mais se assim for necessário.

Os dois procuradores podem manifestar a sua opinião a respeito de todas as questões, mas não têm direito de voto.

Esta Assembleia designa, dentre os seus membros, nas condições que determinar, um delegado que preside às suas reuniões, que a convoca sempre que o considerar útil e representa a Jurisdição Internacional junto das autoridades, das administrações públicas e dos vários organismos da zona.

ARTIGO 30.º

Todos os anos, na primeira semana do mês de Outubro, esta Assembleia procede à atribuição entre os seus membros, excepto os dois Procuradores e os dois Magistrados permanentes do Tribunal de Segunda Instância, nas condições fixadas pela presente Convenção, das funções de Juizes não permanentes do Tribunal, de Presidente, de Vice-Presidente, Juiz de Instrução e Juizes do Tribunal de Primeira Instância, e de presidente do Tribunal de Paz e de simples Polícia. Além disso, vela pela execução das disposições do artigo 8.º da presente Convenção, relativas à Presidência do Tribunal de Segunda Instância.

Em caso de ausência, doença ou qualquer impedimento dum magistrado da Magistratura Judicial ou da Procuradoria, esta Assembleia reúne sem demora, e, se preciso, *ex officio*, para designar um substituto provisório do magistrado impedido.

ARTIGO 31.º

Além das atribuições que lhe são conferidas pelas outras disposições da presente Convenção, a Assembleia Geral dos Magistrados desempenha as seguintes funções:

marca os dias e horas das audiências do Tribunal de Paz e de simples Polícia, do Tribunal de Primeira Instância e do Tribunal de Segunda Instância, assim como as horas de abertura e encerramento das repartições da Secretaria Judicial e do Serviço de Intérpretes.

vela pela boa organização interna da Jurisdição Internacional e pela disciplina dos Magistrados; determina o traje e as insígnias que devem usar estes últimos no exercício das suas funções; fixa, tendo em consideração as necessidades do serviço, a ordem e duração das licenças dos Magistrados, e toma todas as decisões convenientes a este respeito.

organiza, se as condições de bom funcionamento da Jurisdição o permitirem, um serviço de vacaturas.

effectua, nas condições previstas pelo estatuto do pessoal da Secretaria Judicial e do Serviço de Intérpretes, as nomeações, promoções e acesso deste pessoal, e exerce sobre este, nas mesmas condições, acção disciplinar; nas reuniões da Assembleia Geral dos Magistrados relativas a esta matéria toma parte o Administrador adjunto encarregado dos serviços judiciários, o qual pode manifestar opinião sobre todas as questões mas não tem direito de voto.

elabora, também com a participação do Administrador adjunto encarregado dos serviços judiciários, o orçamento da Jurisdição Internacional.

efectua, dentro dos limites das verbas orçamentais, as compras de obras de Direito, de periódicos e de material de escritório que forem necessárias, assim como a nomeação dos *chaouchs*, porteiros e trabalhadores.

ARTIGO 32.º

As decisões da Assembleia Geral dos Magistrados são tomadas por maioria. Em caso de empate, prevalece o voto do magistrado mais antigo na Jurisdição Internacional; ou, no caso de igual antiguidade, o do magistrado mais idoso.

SECÇÃO IX

A Secretaria Judicial e o Serviço de Intérpretes

ARTIGO 33.º

O Serviço da Secretaria Judicial da Jurisdição Internacional é dirigido, sob a autoridade desta Jurisdição, por um Chefe da Secretaria Judicial, auxiliado por seis escrivães e por escrivães adjuntos, escreventes, escreventes adjuntos e senhoras empregadas, cujo número será fixado por *ordonnance* da Comissão de Fiscalização relativa ao estatuto do pessoal da Secretaria Judicial.

ARTIGO 34.º

Os agentes da Secretaria Judicial devem pertencer a uma ou outra das nacionalidades mencionadas no § 2.º do artigo 3.º da presente Convenção.

O Chefe da Secretaria Judicial e os seis escrivães são nomeados, e, quando for caso disso, despedidos ou demitidos por *Dahir* de S. M. Xerifina, por proposta da Assembleia Geral dos Magistrados e a pedido da Comissão de Fiscalização. Os outros agentes são nomeados por Portaria da Comissão de Fiscalização, por proposta da Assembleia Geral dos Magistrados.

ARTIGO 35.º

O Serviço da Secretaria Judicial assegura o Secretariado do Tribunal de Segunda Instância, do Tribunal de Primeira Instância, do Tribunal de Paz e da Procuradoria.

Além disso, compreende:

- uma repartição de notificações e execuções judiciárias;
- uma repartição de falências, liquidações e administrações judiciárias;
- um serviço de notariado;
- a caixa judiciária.

A atribuição das funções que incumbem a este serviço, entre os agentes da Secretaria Judicial, faz-se por decisões da Assembleia Geral dos Magistrados.

ARTIGO 36.º

O pessoal da repartição de notificações e execuções judiciárias é encarregado de fazer as citações, notificações, autos, protestos e outros actos judiciários. Procede também à execução de todas as decisões da Jurisdição Internacional até à venda dos móveis e imóveis penhorados inclusive.

ARTIGO 37.º

O pessoal da repartição de falências, liquidações e administrações judiciárias assegura as funções de sín-

dico de falências, liquidatário judicial, liquidatário de sociedades, depositário de bens litigiosos, curador de heranças jacentes, e, duma maneira geral, todas as missões de gestão, liquidação ou conservação que não entrem nas atribuições notariais.

A Jurisdição Internacional pode além disso agregar aos agentes desta repartição outros mandatários, nos casos em que se considerar necessária a intervenção de técnicos.

ARTIGO 38.º

Em caso de ausência ou impedimento, qualquer agente dos Secretariados, repartições ou da caixa indicados no artigo 35.º poderá ser substituído temporariamente, se necessário, por decisão da Assembleia Geral dos Magistrados, a qual designará um agente doutro secretariado ou doutra repartição.

ARTIGO 39.º

A repartição de Notariado será encarregada de receber todos os actos e contratos aos quais as partes devam ou queiram dar carácter de autenticidade própria dos actos da autoridade pública, e de assegurar a sua data, guardá-los e passar certidões deles.

A organização desta repartição e as condições em que serão recebidos aqueles actos e entregues as certidões e cópias dos mesmos, serão fixadas por *ordonnance* da Comissão de Fiscalização.

O funcionamento da repartição de Notariado fica sob a vigilância dos Magistrados da Procuradoria, sem prejuízo do disposto no artigo 43.º

ARTIGO 40.º

Em caso de necessidade a Assembleia Geral dos Magistrados pode, por proposta do Chefe da Secretaria Judicial e dentro dos limites das verbas orçamentais, recrutar agentes auxiliares e agentes temporários.

ARTIGO 41.º

Por *Dahir* de S. M. Xerifina será nomeado, por proposta da Assembleia Geral dos Magistrados e a pedido da Comissão de Fiscalização, um intérprete judiciário da língua árabe, adido à Jurisdição Internacional.

Por *ordonnance* da Comissão de Fiscalização será nomeado, por proposta da Assembleia Geral dos Magistrados, um intérprete judiciário adjunto.

ARTIGO 42.º

O estatuto previsto no artigo 33.º determinará as condições de recrutamento e promoção, e bem assim o modo de atribuição dos vencimentos e as normas disciplinares dos agentes da Secretaria Judicial e do Serviço de Intérpretes.

ARTIGO 43.º

O Administrador adjunto encarregado dos serviços judiciários pode, quando o entender necessário, pedir à Assembleia Geral dos Magistrados todas as informações convenientes sobre o funcionamento da Secretaria Judicial e do Serviço de Intérpretes, e, quando for caso disso, pode fazer àquela Assembleia quaisquer recomendações a esse respeito.

SECÇÃO X

Os advogados

ARTIGO 44.º

Os advogados da Zona de Tânger têm o direito de dar consultas e de pleitear em juízo. Representam os seus

clientes perante a Jurisdição Internacional e apresentam, em nome daqueles, todos os articulados, requerimentos e conclusões convenientes, sem necessidade de procuração especial.

Todavia não podem, sem procuração especial, denegar escritos, contrair obrigações ou transigir, aceitar ofertas, confissões ou consentimentos, conceder ou exigir juramento nem, de uma maneira geral, praticar quaisquer actos que comportem abandono ou reconhecimento de um direito.

ARTIGO 45.º

O direito de exercer a advocacia na Zona de Tânger adquire-se exclusivamente por inscrição na lista dos advogados junto da Jurisdição Internacional.

Todavia, os advogados regularmente inscritos e que beneficiem do direito de audiência num Tribunal de uma das Potências signatárias do Acto de Algeciras podem pleitear perante a Jurisdição Internacional depois de obterem autorização do Presidente do Tribunal a que compete conhecer do caso sobre o qual desejam ser ouvidos. Mas estes advogados não poderão praticar perante esta Jurisdição os actos de processo escrito como mandatários dos seus clientes.

ARTIGO 46.º

A lista dos advogados é elaborada e fixada todos os anos pelo Bastonário e pelo Conselho da Ordem.

ARTIGO 47.º

Ninguém pode ser inscrito na lista dos advogados junto da Jurisdição Internacional:

se não for nacional de uma das potências signatárias do Acto de Algeciras;

se não preencher todas as condições de capacidade e outras exigidas pela legislação do Estado de que for nacional para ser admitido num dos Foros desse Estado;

se não tiver domicílio e residência efectivos na Zona de Tânger;

se não provar ter exercido, durante pelo menos três anos, a profissão de advogado junto de um Tribunal do Estado de que é nacional ou ter feito um estágio, quer nas condições prescritas pela legislação desse Estado para ser inscrito num Foro, quer nas condições prescritas pelo Regulamento do Foro de Tânger, junto de um advogado inscrito neste Foro; é assimilado ao estágio o exercício efectivo de funções judiciárias, como magistrado, ou o de funções de ensino numa Faculdade ou Escola de Direito, como professor ou assistente.

ARTIGO 48.º

Todos os advogados junto da Jurisdição Internacional formam um único Foro. Este é administrado pelo Conselho da Ordem, composto por nove membros eleitos por dois anos por todos os advogados, e representativo, tanto quanto possível, das diferentes nacionalidades destes últimos. O Conselho elege, entre os seus membros, o Bastonário da Ordem.

ARTIGO 49.º

O regulamento do Foro é elaborado pelo Conselho da Ordem e aprovado pela Assembleia Geral dos Magistrados.

ARTIGO 50.º

O Conselho da Ordem exerce acção disciplinar sobre os estagiários e os advogados inscritos na lista.

ARTIGO 51.º

Qualquer decisão do Conselho da Ordem relativa a um pedido de admissão ao estágio ou de inscrição na lista, a uma queixa contra um estagiário ou um advogado inscrito, ou a uma questão disciplinar, é susceptível de recurso para o Tribunal de Segunda Instância, composto pelos três Magistrados adstritos ao dito Tribunal, e, além destes, pelo Presidente e pelo Vice-Presidente do Tribunal de Primeira Instância.

Este recurso é facultado, quer ao interessado, quer à Procuradoria, e deve ser exercido no prazo de quinze dias, a contar da notificação, pelo Bastonário da Ordem, da decisão contestada.

Qualquer decisão do Conselho da Ordem relativa a um dos objectos previstos no parágrafo primeiro do presente artigo, deve ser notificada à Procuradoria pelo Bastonário da Ordem.

Qualquer queixa contra um estagiário ou um advogado inscrito deve ser obrigatoriamente comunicada à Procuradoria, que tem o direito de impor ao Conselho da Ordem um determinado prazo para decidir a seu respeito e lhe notificar a decisão a aplicar. A falta de notificação de uma decisão, dentro desse prazo, pelo Bastonário da Ordem equivale, por parte do Conselho da Ordem, a uma decisão implícita de rejeição, contra a qual a Procuradoria poderá exercer o recurso previsto no parágrafo segundo do presente artigo.

SECÇÃO XI

Disposições gerais

ARTIGO 52.º

A Justiça é aplicada pela Jurisdição Internacional de Tânger em nome de S. M. Xerifina.

ARTIGO 53.º

A Jurisdição Internacional de Tânger aplica os códigos, *dahirs* e leis especialmente promulgados para a Zona, assim como as convenções internacionais relativas a esta Zona.

No caso de contradição entre as disposições desses códigos, *dahirs* e leis, por um lado, e as da presente Convenção, por outro, prevalecem estas últimas.

ARTIGO 54.º

As línguas judiciárias são a francesa e a espanhola, sendo as sentenças e os actos judiciais redigidos ou elaborados numa ou noutra dessas línguas, à escolha dos magistrados, se se trata de sentenças, e do Chefe da Secretaria Judicial, se se trata de actos judiciais, podendo cada parte servir-se também da língua francesa ou da espanhola na redacção dos seus requerimentos e documentos processuais.

As citações e notificações feitas em francês ou em espanhol são válidas mesmo que a parte à qual são comunicadas pretenda ignorar a língua em que estão redigidas. Mas essa parte tem o direito de pedir à Secretaria Judicial que as ditas citações e notificações sejam traduzidas por um perito e à sua custa.

Os debates são proferidas em espanhol ou em francês, salvo nos casos em que o Presidente autorizar o uso de outra língua.

Disposições finais

ARTIGO 55.º

A presente Convenção será comunicada para adesão, por intermédio do Governo da República Francesa,

aos Governos das potências que aderiram à Convenção de 18 de Dezembro de 1923 relativa à organização do Estatuto da Zona de Tânger, e bem assim ao Governo dos Estados Unidos da América, representado na Comissão de Fiscalização.

Os Governos das potências signatárias da presente Convenção, assim como os que a esta aderirem, comprometem-se a recomendar a S. M. Xerifina a aprovação do texto de um *dahir* conforme com as disposições dos artigos 2.º a 54.º, que substituirá o *dahir* de 16 de Fevereiro de 1924, alterado pelo *dahir* de 26 de Novembro de 1928.

ARTIGO 56.º

A presente Convenção entrará em vigor logo que todos os Governos das Potências indicadas no artigo 55.º lhe tenham dado a sua adesão. Será válida pelo prazo de cinco anos, a partir da sua entrada em vigor, cuja data será notificada a todos os Governos

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 12 de Janeiro de 1956. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Lette Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

signatários e aderentes por intermédio do Governo da República Francesa.

Será renovada de pleno direito, por tácita recondução, por um ou mais períodos iguais, se, pelo menos seis meses antes de expirar o seu termo, nenhum dos Governos das potências contratantes tiver pedido que seja revista. Neste último caso, continuará a ser aplicada até à conclusão da nova Convenção.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo designados assinaram a presente Convenção e nela apuseram os seus selos.

Feito em Tânger, aos 10 de Novembro de 1952, em quatro exemplares.

C. Del Castillo.

F. De Panafieu.

Godwin Muntz.

F. Macchi Di Cellere.